

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Une incertitude persistante malgré une amélioration de l'activité

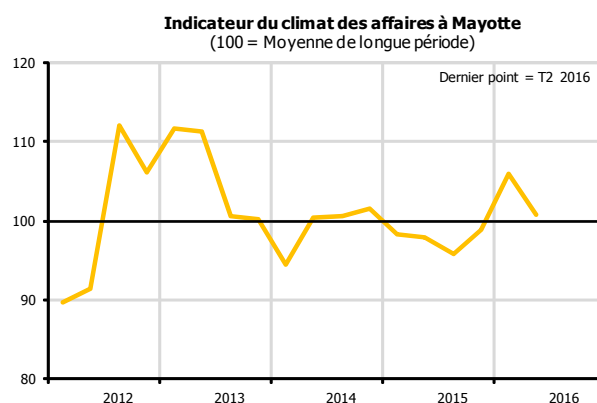
Au deuxième trimestre 2016, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) diminue de 5,3 points. À 100,7 points, il s'établit au niveau de sa moyenne de longue période.

Cette baisse significative de l'ICA repose en grande partie sur des anticipations pessimistes sur le trimestre à venir (-3,4 points). Les réalisations du deuxième trimestre y contribuent également, mais dans une moindre mesure (-1,9 point).

Ce repli fait suite au rebond du premier trimestre, confirmant ainsi la volatilité du climat des affaires due à la fois aux incertitudes sur l'environnement économique et à la dégradation des soldes de gestion. En effet, l'allongement des délais de paiement nuit à la trésorerie des entreprises et participe à la détérioration de l'ICA.

Dans un contexte de stabilité des prix, la consommation des ménages reprend sa progression après un léger ralentissement au trimestre précédent. Les entreprises continuent de formuler des prévisions d'investissement favorables. La demande d'emploi poursuit l'augmentation enregistrée depuis plusieurs trimestres tandis que les importations repartent à la hausse.

L'activité globale s'améliore et bénéficie à plusieurs secteurs, notamment les services, le commerce et le BTP. Toutefois, toujours en manque de confiance, les entreprises adoptent une attitude prudente. Ainsi, les prévisions pour l'activité du troisième trimestre sont légèrement négatives.



LÉGER MIEUX DANS LES ÉCONOMIES RÉGIONALES

L'économie **sud-africaine** renoue avec la croissance, avec un rebond de 3,3 % du PIB au 2^e trimestre 2016 en rythme trimestriel annualisé après un recul de 1,2 % le trimestre précédent. La demande extérieure tire les exportations à la hausse (+11,8 %), notamment celles des métaux précieux et de matériels de transport. À l'inverse, la demande intérieure reste atone, avec des investissements de nouveau mal orientés (-4,6 %). Dans ce contexte et avec une inflation maîtrisée (+6,0 % à fin juin sur un an), la Banque centrale maintient son taux directeur à 7,0 %.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique reste bien orientée, mais le rythme de progression du nombre de touristes faiblit (+6,5 % sur un an au deuxième trimestre contre +8,8 % au premier trimestre et +16,5 % au quatrième trimestre 2015). Concernant les échanges, les exportations de produits des industries agroalimentaires se redressent (+39,7 % au deuxième trimestre en glissement annuel) après plusieurs trimestres consécutifs de baisse. À l'inverse, les importations de biens d'équipement se contractent de nouveau (-11,9 %).

Face à la faible activité économique depuis le début de l'année, la Banque centrale de **Madagascar** baisse son taux directeur de 8,7 % à 8,3 % en mai 2016. Cet assouplissement monétaire vise à relancer la demande de crédit du secteur privé dont l'encours se contracte (-2,5 % entre fin décembre et fin mai). L'inflation demeure contenue (+6,4 % à fin juin contre +7,5 % à fin décembre 2015).

L'activité économique de **l'île Maurice** s'améliore au premier trimestre 2016, avec une croissance de 0,9 % (CVS) sur le trimestre (+0,6 % au quatrième trimestre 2015) et de +3,7 % sur un an. La consommation finale tire l'économie mauricienne, en particulier la consommation administrée qui progresse de 8,2 % sur un an. L'économie continue néanmoins de souffrir de la faiblesse de l'investissement privé et des exportations de biens et services. Dans ces conditions, la Banque centrale décide d'abaisser à nouveau de 40 points de base son taux directeur en juillet 2016 (à +4,0 %).

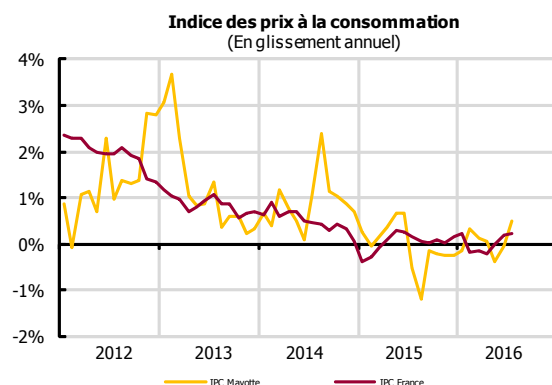
Dans un contexte marqué par la tenue prochaine des élections présidentielles, les dirigeants des établissements de crédit aux **Comores** se montrent pessimistes sur l'activité économique au premier trimestre 2016 et leurs perspectives ne sont pas meilleures.

Source : Banques centrales, institutions nationales.

Stabilité des prix à la consommation

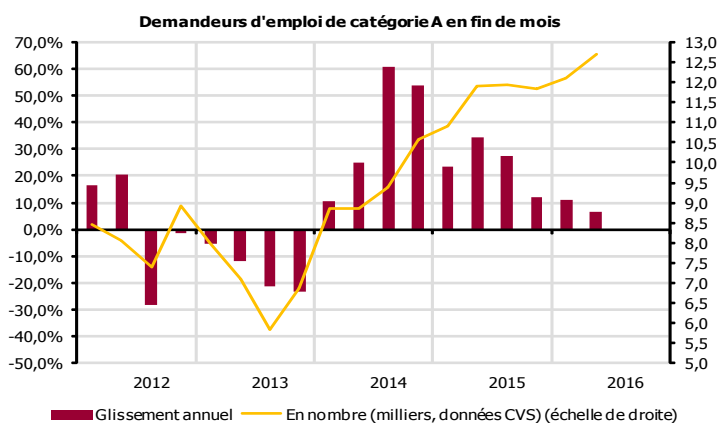
L'Indice des prix à la consommation (IPC) est stable au deuxième trimestre. La progression des prix de l'énergie (+3,8 %) et des services (+0,6 %) est compensée par la diminution de ceux des produits manufacturés (-1,2 %) et de l'alimentation (-0,5 %).

Les prix à la consommation sont également stables en glissement annuel. Si les prix des services (+3,1 %) et de l'alimentation (+0,7 %) augmentent, ceux de l'énergie (-4,8 %) et des produits manufacturés (-3,4 %) se contractent.



Source : INSEE, données mensuelles

La demande d'emploi poursuit sa progression



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Après la hausse enregistrée au premier trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi continue de s'accroître au deuxième trimestre 2016 (+4,9 % en variation trimestrielle, CVS). Au 30 juin 2016, Pôle emploi dénombre ainsi 12 694 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, données CVS). Si cette augmentation concerne toutes les catégories d'âge, elle touche plus fortement les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans (+12,5 %).

En glissement annuel, le nombre de demandeurs d'emploi augmente à un rythme encore plus soutenu (+6,7 % de juin 2015 à juin 2016). Cette croissance sur un an affecte beaucoup plus les hommes (+13,6 %) que les femmes (+2,6 %) et touche toutes les catégories d'âge. Le nombre de DEFM A progresse de 5,3 % pour les moins de 25 ans, de 7,7 % pour les 25-49 ans et de 4,6 % pour les plus de 50 ans.

La consommation des ménages se raffermi

Après avoir montré quelques signes de ralentissement au premier trimestre, la consommation des ménages retrouve du dynamisme au deuxième trimestre 2016.

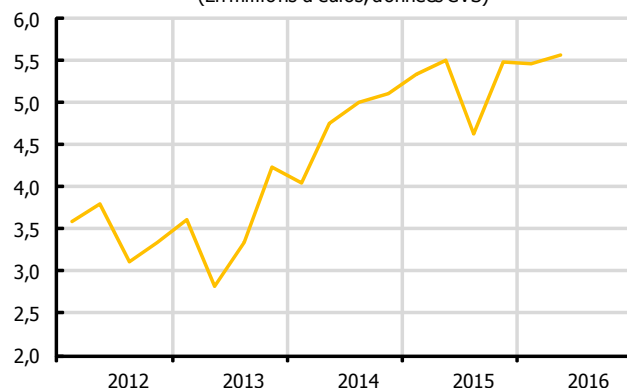
À l'exception des immatriculations de véhicules neufs qui se replient pour le deuxième trimestre consécutif (-16,6 %, CVS), les indicateurs suivis s'inscrivent en hausse tant sur le trimestre qu'en glissement annuel. Ainsi, les importations de produits courants augmentent de 7,4 % (CVS, +8,6 % sur un an) et celles de biens d'équipement du foyer de 1,6 % (CVS, +1,1 % sur un an).

Par ailleurs, l'opinion des commerçants sur leur activité est favorable, avec une nouvelle amélioration espérée pour le trimestre à venir.

Enfin, l'encours des crédits à la consommation continue de progresser pour atteindre un plus haut historique. Il croît ainsi de 6,1 % sur le trimestre et de 18,2 % sur un an.

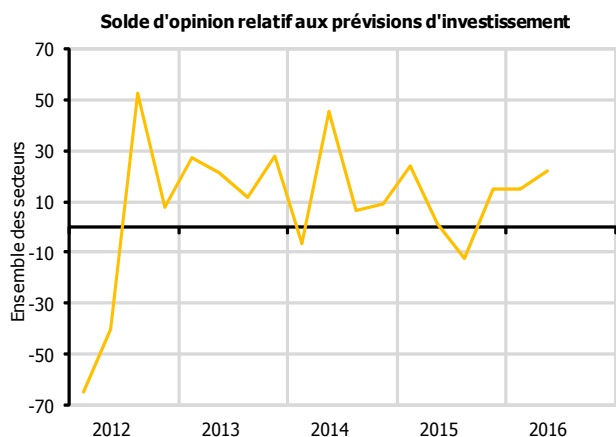
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages connaissent pour leur part des évolutions contrastées. Si le nombre de retraits de cartes bancaires diminue de 3,2 % (-19 personnes), le nombre de personnes physiques interdites bancaires croît, quant à lui, de 2,4 % (+44 personnes).

Importations de biens de consommation durable



Source : Douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Les prévisions d'investissement demeurent favorables



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les entreprises maintiennent des prévisions d'investissement favorables. Le solde d'opinion augmente de 6,9 points, porté une nouvelle fois par des intentions d'investir bien orientées dans le commerce, tandis que les prévisions demeurent dégradées dans le secteur des services.

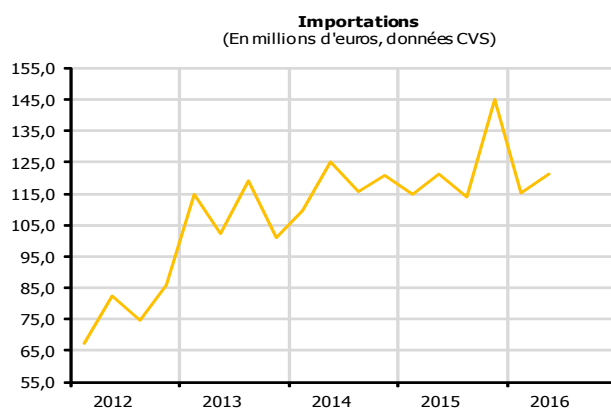
Les indicateurs macroéconomiques relatifs à l'investissement se redressent après une chute globale au premier trimestre. Les importations de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires progressent, respectivement de 27,1 % et 11,1 % en glissement trimestriel (données CVS). Par ailleurs, l'encours bancaire des crédits à l'habitat croît légèrement sur le trimestre (+1,1 %) mais connaît une forte augmentation sur un an (+17,8 %).

Cependant, l'encours bancaire de crédits à l'investissement continue de se contracter, pour le quatrième trimestre consécutif (-2,4 %, -9,1 % sur un an).

Hausse des importations

Après une forte diminution au premier trimestre, qui faisait suite à une augmentation exceptionnelle en fin d'année 2015, les importations augmentent de 5,1 % au deuxième trimestre et retrouvent leur niveau du deuxième trimestre 2015.

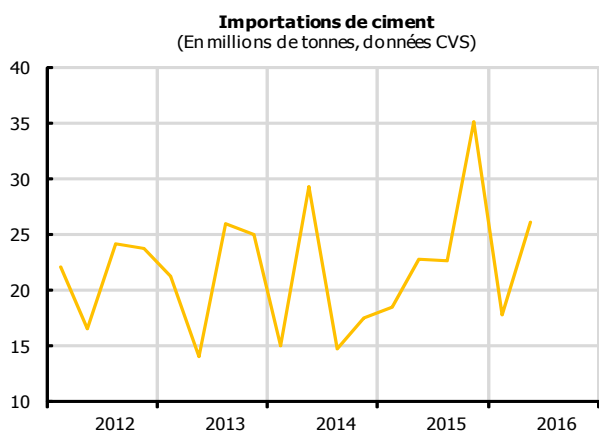
Les principales catégories de produits participent à cette croissance, aussi bien celles destinées aux ménages que celles spécifiques à l'activité des entreprises. Les importations de produits courants et de biens d'équipement du foyer augmentent ainsi, respectivement, de 7,4 % et 1,6 % (variation trimestrielle, CVS). Celles de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires s'accroissent, respectivement de 27,1 % et 11,1 % (variation trimestrielle, CVS).



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

L'ACTIVITÉ GLOBALE SE RELÈVE

En conformité avec leurs prévisions optimistes du premier trimestre, les chefs d'entreprise déclarent bénéficier d'une amélioration de leur activité globale au deuxième trimestre. Toutefois, la situation demeure fragile et le manque de confiance sur l'évolution de la conjoncture perdure. Ainsi, ils formulent des prévisions pessimistes pour le troisième trimestre et s'attendent à un repli de leur activité.



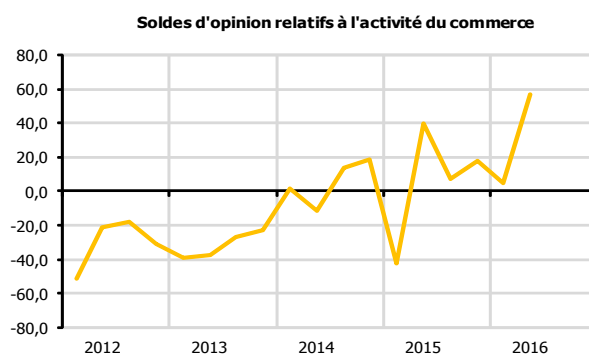
Source : Douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Dans le secteur primaire, l'activité d'exportation dans la **filière aquacole** poursuit le redressement entamé au début d'année 2016. Au deuxième trimestre, 5,4 tonnes de poissons d'élevage ont été exportées, soit presque le double de la production du premier trimestre. Les quantités exportées sur le trimestre correspondent plus ou moins aux niveaux observés en milieu d'année 2015, bien qu'elles soient encore éloignées des productions vendues à l'extérieur avant fin 2013 (une vingtaine de tonnes par trimestre). La **filière de l'élevage avicole** s'inscrit en revanche en baisse, comme au premier trimestre, avec seulement 0,2 tonne d'espèces avicoles importée contre 0,9 tonne lors du dernier trimestre (-72,1 %).

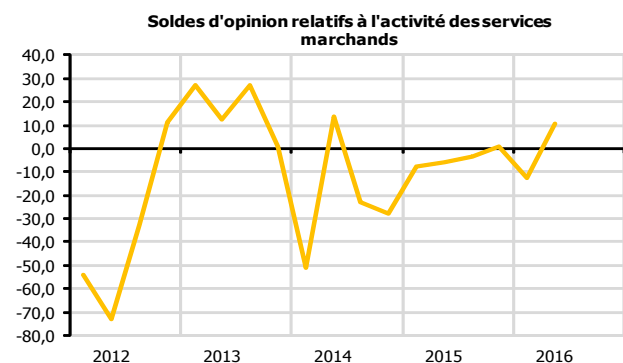
Les réalisations dans le secteur du **BTP** sont à l'image de l'activité globale, avec une activité jugée en progrès au deuxième trimestre, conformément aux anticipations des professionnels. Le secteur enregistre par ailleurs une augmentation sensible des importations de ciment (+46,9 % sur le trimestre, +14,8 % sur un an, CVS). Toutefois, comme

pour l'activité globale, le pessimisme sur l'évolution à court terme perdure et les prévisions pour le troisième trimestre sont négatives. Les chefs d'entreprise s'attendent à une détérioration de leur activité. Leur opinion est également négative sur leur niveau de trésorerie, jugé très bas, en raison notamment de délais de paiement de plus en plus allongés.

Profitant du dynamisme de la consommation des ménages, l'activité du secteur du **commerce** est très favorablement orientée, après un ralentissement observé au trimestre précédent. Les commerçants maintiennent également des prévisions d'investissement positives, bien que celles-ci se contractent. Pour le troisième trimestre, ils anticipent une activité moins dynamique, mais toujours bien orientée.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité dans le secteur des **services marchands** bénéficie également de l'amélioration de l'activité globale. Les chefs d'entreprise ont une opinion positive au deuxième trimestre, contrairement au premier trimestre de l'année. Ils estiment également enregistrer un rétablissement de leur niveau de trésorerie. Ils sont cependant toujours réticents à investir sur l'année à venir. En effet, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement dans le secteur se replie une nouvelle fois. Ils estiment stable leur activité du troisième trimestre.

L'**activité touristique** doit composer avec un trafic aérien en baisse au deuxième trimestre. En effet, le nombre de vols à l'arrivée ou au départ de l'aéroport de Dzaoudzi se contracte de 11,5 % (CVS) et le nombre de passagers baisse de 14,2 % (CVS).

INCERTITUDES SUITE AU RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2016 – Dépôt légal : septembre 2016 – ISSN 1952-9619